

Commissions

Com. spéciale "Abus sexuels"

COMMISSION SPÉCIALE RELATIVE AU TRAITEMENT D'ABUS SEXUELS ET DE FAITS DE PÉDOPHILIE DANS UNE RELATION D'AUTORITÉ, EN PARTICULIER AU SEIN DE L'ÉGLISE

Président : Mme Karine Lalieux; M. Stefaan Van Hecke (a.i.)

➤ **LUNDI 14 FÉVRIER 2011**

Audition de :

- M. Thomas Doyle, prêtre américain et canoniste;
- M. Christian Terras, rédacteur en chef de la revue Française "Goliath".

- Un échange de vues a eu lieu après les exposés.

➤ **MERCREDI 16 FÉVRIER 2011**

- Audition de M. Marc Verwilghen, ancien ministre de la Justice.
- Audition de Mme Laurette Onkelinx, ancien ministre de la Justice.
- Audition de M. Stefaan De Clerck, ministre de la Justice.

- Un échange de vues a eu lieu après les exposés des invités.

Prochaine séance: mardi 21 février 2011.

Affaires sociales

COMMISSION DES AFFAIRES SOCIALES

Président : M. Yvan Mayeur

➤ **MARDI 15 FÉVRIER 2011**

1. Proposition de résolution (Yvan Mayeur, Valérie Déom, Colette Burgeon, Marie-Claire Lambert) concernant une meilleure protection de la femme ayant recours à la fécondation in vitro, n° 221/1.

- Rapporteur : Mme Maggie De Block.

- M. Mayeur a présenté la proposition. La discussion a eu lieu ; ont pris la parole : Mmes De Block, Lanjri, Fonck, Genot, Burgeon, Demir, Becq, Vienne et M. Clarinval.

2. Proposition de loi (Sonja Becq, Nahima Lanjri, Stefaan Vercamer, Catherine Fonck, Zoé Genot, Eva Brems, Valérie De Bue, Meryame Kitir, Yvan Mayeur, Maggie De Block) modifiant, en ce qui concerne les coparents, la législation afférente au congé de paternité, n° 573/1.

- Rapporteur : Mme Christiane Vienne.
- Mme Becq a présenté la proposition. La discussion a eu lieu. Ont pris la parole : Mmes Genot, Fonck, De Block, Van Eetvelde, MM. Clarinval et Mayeur.
- Les articles et l'ensemble de la proposition ont successivement été adoptés à l'unanimité.

3. Proposition de loi (Stefaan Vercamer, Sonja Becq, Nahima Lanjri) modifiant, en ce qui concerne l'extension du congé, l'arrêté royal du 10 août 1998 instaurant un droit à l'interruption de carrière pour l'assistance ou l'octroi de soins à un membre du ménage ou de la famille gravement malade, n° 952/1.

- Rapporteur : Mme Christiane Vienne.
- Mme Becq a présenté la proposition.

4. Proposition de loi (Catherine Fonck, Annick Van Den Ende) visant à améliorer le congé pour maladie grave d'un membre du ménage ou de la famille et pour soins palliatifs, n° 131/1.

- Rapporteur : Mme Christiane Vienne.
- Mme Fonck a présenté la proposition.

5. Proposition de loi (Myriam Vanlerberghe, Meryame Kitir) visant à octroyer une indemnité aux parents d'un enfant hospitalisé, n° 510/1.

- Rapporteur : Mme Christiane Vienne.
- Mme Vanlerberghe a présenté la proposition.

6. Proposition de loi (Valérie De Bue, Denis Ducarme, David Clarinval, Jacqueline Galant) visant à supprimer les limites relatives à l'âge de l'enfant handicapé en matière de congé parental, n° 355/1.

- Rapporteur : Mme Catherine Fonck.
- M. Clarinval a souhaité que cette proposition ne soit pas jointe aux autres propositions relatives aux congés pour soins à quelqu'un de l'entourage.
- M. David Clarinval a présenté la proposition.
- Une discussion a eu lieu.

Groupe de travail spécial sur le harcèlement au travail

(Rapporteurs : Mmes Valérie De Bue et Miranda Van Eetvelde).

Audition de :

- M. Guido Alvino, président de Mactac-Europe à Soignies;
- M. Marc Van Meldert, directeur du service de prévention interne de BPost;
- Mme Anne De Gendt, conseillère en prévention psycho-sociale à BPost.

- Les auditions ont eu lieu.
- Un échange de vues a eu lieu. Ont pris la parole : Mmes Kitir, Genot, Van Eetvelde, De Bue, Lanjri, Burgeon, Demir, Vanlerberghe, Fonck, Rutten et MM. Clarinval et Mayeur.

Prochaine séance : mardi 22 février 2011.

Président : Mme Sarah Smeyers

➤ **MARDI 15 FÉVRIER 2011**

1. Propositions de loi jointes :

- Proposition de loi (Carina Van Cauter, Bart Somers, Sabien Lahaye-Battheu, Patrick Dewael) modifiant le Code de la nationalité belge afin de rendre l'acquisition de la nationalité belge neutre du point de vue de l'immigration, n°s 476/1 à 8.

Amendements de M. Frédéric et consorts, de Mmes Marghem et Galant, Mme Lanjri et consorts, MM. Francken, Schoofs et Goyvaerts, Mme Genot et MM. Jadot et Van Hecke, Mme Brems, MM. Maingain et Thiéry.

- Proposition de loi (Nahima Lanjri, Leen Dierick, Gerald Kindermans, Nathalie Muylle, Jef Van den Bergh, Liesbeth Van der Auwera, Stefaan Vercamer, Servais Verherstraeten) modifiant le Code de la nationalité belge, n°s 494/1 à 3.

Amendements de Mmes Lanjri et Fonck.

- Proposition de loi (Theo Francken, Sarah Smeyers, Daphné Dumery, Miranda Van Eetvelde) modifiant le Code de la nationalité belge, n° 574/1.

- Proposition de loi (Jacqueline Galant, Denis Ducarme, Daniel Bacquelaire, Marie-Christine Marghem, Corinne De Permentier, Philippe Goffin) modifiant le Code de la Nationalité, n°s 601/1 à 3.

Amendements de Mmes Galant et Marghem

- Proposition de loi (Bert Schoofs, Hagen Goyvaerts, Gerolf Annemans, Alexandra Colen, Peter Logghe, Filip De Man, Guy D'haeseleer) instaurant le Code de la citoyenneté, n° 618/1.

- Proposition de loi (André Frédéric, Karine Lalieux, Linda Musin, Thierry Giet, Rachid Madrane, Valérie Déom, Özlem Özen) portant modification du Code de la Nationalité belge, n° 742/1. (Continuation). (Rapporteur : M. Christian Brotcorne).

- La discussion des articles a été poursuivie.

2. Question de Mme Sabien Lahaye-Battheu au secrétaire d'État à la politique des familles, adjoint à la ministre de l'Emploi, et en ce qui concerne les aspects du droit des personnes et de la famille, adjoint au ministre de la Justice, sur "le statut des parents d'accueil" (n° 2351).

- Le secrétaire d'État à la politique des familles, adjoint à la ministre de l'Emploi a répondu.

3. Question de Mme Sabien Lahaye-Battheu au secrétaire d'État au Budget, à la Politique de migration et d'asile, à la Politique des familles et aux Institutions culturelles fédérales sur "la mission des assistants de justice dans le cadre de la loi sur l'hébergement partagé" (n° 2727).

- Le secrétaire d'État au Budget, à la Politique de migration et d'asile, à la Politique des familles et aux Institutions culturelles fédérales a répondu.

4. Question de Mme Sabien Lahaye-Battheu au secrétaire d'État au Budget, à la Politique de migration et d'asile, à la Politique des familles et aux Institutions culturelles fédérales sur "la lutte contre les raptus parentaux internationaux" (n° 2728).

- Le secrétaire d'État au Budget, à la Politique de migration et d'asile, à la Politique des familles et aux Institutions culturelles fédérales a répondu.

5. Propositions de loi jointes :

- Proposition de loi (André Frédéric, Yvan Mayeur, Valérie Déom, Rachid Madrane, Özlem Özen, Eric Thiébaud) insérant les articles 442quater et 442 quinquies dans le Code pénal, en vue de sanctionner la déstabilisation mentale des personnes et les abus de la situation de faiblesse des personnes, n°s 80/1 à 3.

Amendements de M. Frédéric et consorts, de Mme Becq et de M. Terwingen.

- Proposition de loi (Sonja Becq) étendant la protection pénale des personnes vulnérables contre la maltraitance et la malmenace, n° 1198/1.

(Continuation). (Rapporteur : M. Renaat Landuyt).

- Rapporteurs : M. Renaat Landuyt et Mme Kristien Van Vaerenbergh.

- Mme Sonja Becq a exposé sa proposition de loi.

- La discussion a été poursuivie.

➤ **MERCREDI 16 FÉVRIER 2011**

1. Proposition de loi (Sabien Lahaye-Battheu, Carina Van Cauter, Patrick Dewael) modifiant le Code judiciaire en ce qui concerne la comparution personnelle et la tentative de conciliation en cas de divorce et instaurant une information sur l'existence et sur l'utilité de la médiation en matière de divorce, n°s 756/6 à 8.

Amendements de M. Landuyt, de Mme Detiège et de Mme Lahaye-Battheu et consorts.

(Vote sur l'ensemble, art. 82.1, Rgt). (Rapporteur : Mme Sophie De Wit).

- La commission a pris connaissance de la note technique de législation et approuve les améliorations linguistiques et légistiques proposées.

- L'ensemble de la proposition de loi, tel qu'amendé et amélioré, a été adopté par 9 contre 1 voix et 1 abstention.

2. Propositions de loi jointes :

- Proposition de loi (Raf Terwingen, Sonja Becq, Nahima Lanjri, Marie-Christine Marghem, Stefaan Vercamer, Sarah Smeyers, Sabien Lahaye-Battheu, Valérie Déom, Catherine Fonck, Muriel Gerkens) instaurant un statut de protection global des personnes majeures incapables, n° 1009/1.

- Proposition de loi (Muriel Gerkens, Stefaan Van Hecke, Meyrem Almaci, Zoé Genot, Eva Brems, Wouter De Vriendt) instaurant un régime global d'administration provisoire des biens et des personnes, n° 55/1.

(Rapporteurs : MM. Christian Brotcorne et Stefaan Van Hecke).

Audition de :

- M. E. Boydens, administrateur de "l'Orde van Vlaamse Balies";

- Mme Florence Reusens, représentante de l'Ordre des barreaux francophones et germanophone;

- MM. Bert Janssens et Vincent Bertouille, représentants de l'Union royale des juges de paix et de police.

- Un échange de vues a eu lieu après les exposés.

3. Ordre des travaux.

- La commission a décidé d'organiser d'autres auditions et de demander l'avis à la Fondation Roi Baudouin.

Prochaine séance : mardi 22 février 2011.

Questions européennes + Intérieur

RÉUNION COMMUNE DU COMITÉ D'AVIS FÉDÉRAL CHARGÉ DES QUESTIONS EUROPÉENNES ET DE LA COMMISSION DE L'INTÉRIEUR, DES AFFAIRES GÉNÉRALES ET DE LA FONCTION PUBLIQUE

Présidents : MM. André Flahaut et M. Ben Weyts

➤ **MARDI 15 FÉVRIER 2011**

Communication de la Commission européenne [COM(2010)0776] sur les modalités de contrôle des activités d'Europol par le Parlement européen en association avec les parlements nationaux.

- Présentation par Mme Victoria AMICI, Responsable des Relations avec Europol (Direction générale - Affaires intérieures - Commission européenne) et par M. Philippe Rosseel, Directeur Relations internationales (SPF Intérieur).
- Echange de vues.

- Il a été décidé de préparer une "recommandation" sur base de la discussion.

Prochaine séance : mardi 1er mars 2011.

Questions scientifiques et technologiques

COMITÉ D'AVIS DES QUESTIONS SCIENTIFIQUES ET TECHNOLOGIQUES

Président : M. Steven Vandeput

➤ **MARDI 15 FÉVRIER 2011**

1. Visite au CERN (European Organisation for Nuclear Research) à Genève.
2. Audition de M. Peter Strickx (FEDICT) sur la protection des supports de données électroniques.

- M. Strickx a fait une présentation powerpoint et a répondu aux questions de MM. Jean Marie Dedecker, Hagen Goyvaerts, Damien Thiéry et le président.

Prochaine séance: mardi 15 mars 2011.

Droit commercial

COMMISSION CHARGÉE DES PROBLÈMES DE DROIT COMMERCIAL ET ÉCONOMIQUE

Président : Mme Sophie De Wit

➤ **MARDI 15 FÉVRIER 2011**

1. Propositions de loi jointes :

- Proposition de loi (Colette Burgeon, Karine Lalieux, Marie-Claire Lambert, Linda Musin, Valérie Déom) modifiant la loi du 21 mars 1991 portant réforme de certaines entreprises publiques économiques et le Code des sociétés afin de garantir la présence des femmes dans les instances délibératives des entreprises publiques autonomes et des sociétés cotées, n° 211/1.
- Proposition de loi (Bruno Tuybens, Caroline Gennez, Maya Detiège, Karin Temmerman, Ann Vanheste, Myriam Vanlerberghe, Meryame Kitir) modifiant le Code des sociétés en ce qui concerne la féminisation du conseil d'administration des sociétés cotées en bourse, n° 381/1.
- Proposition de loi (Sonja Becq, Leen Dierick, Nahima Lanjri, Liesbeth Van der Auwera) visant à promouvoir une représentation équilibrée des femmes et des hommes dans les conseils d'administration d'entreprises publiques économiques et de sociétés qui ont fait publiquement appel à l'épargne, n° 694/1.
- Proposition de loi (Joseph George, Catherine Fonck) modifiant le Code des sociétés et la loi du 21 mars 1991 portant réforme de certaines entreprises publiques économiques, n° 649/1.
- Proposition de loi (Muriel Gerkens, Eva Brems) modifiant le Code des sociétés et la loi du 21 mars 1991 portant réforme de certaines entreprises publiques économiques, n° 686/1.
(Continuation). (Rapporteurs : Mme Marie-Christine Marghem et M. Karel Uyttersprot).

- La représentante du ministre pour l'Égalité des Chances a exposé une analyse sur la faisabilité juridique d'une loi de quota dans le cadre du droit européen et a ensuite répondu aux questions de M. George, Mme Demir, M. Uyttersprot et Mme Gerkens.

2. Proposition de loi (Bruno Tuybens) modifiant le Code des sociétés en ce qui concerne l'interdiction de la rémunération liée aux actions des administrateurs non exécutifs d'entreprises cotées en bourse, n° 619/1.

- Rapporteur : Mme Valérie Déom.
- M. Bruno Tuybens a donné un exposé introductif.
- Sont intervenus dans la discussion générale : MM. Karel Uyttersprot, Peter Logghe, Mme Valérie Déom, M. Joseph George, Mme Muriel Gerkens, Mme Leen Dierick, MM. David Clarinval et Bruno Tuybens et un représentant du ministre de la Justice.

3. Proposition de loi (Bruno Tuybens) instaurant un impôt sur la rémunération liée aux actions des administrateurs non exécutifs, parmi lesquels les administrateurs non exécutifs, d'entreprises cotées en bourse, n° 620/1.

- Rapporteur : Mme Zuhail Demir.
- M. Bruno Tuybens a donné un exposé introductif.
- Sont intervenus dans la discussion générale : MM. Karel Uyttersprot, Peter Logghe, Mme Valérie Déom, M. Joseph George, Mmes Muriel Gerkens et Leen Dierick, MM. David Clarinval et Bruno Tuybens et un représentant du ministre de la Justice.

4. Proposition de loi (Leen Dierick, Karel Uyttersprot, Marie-Christine Marghem, Zuhail Demir, David Clarinval, Mathias De Clercq) modifiant la loi du 20 décembre 2010 concernant l'exercice de certains droits des actionnaires de sociétés cotées, n° 1193/1.

- Mme Leen Dierick a exposé sa proposition de loi.
- L'article 1 a été adopté à l'unanimité. Les articles 2 et 3, ainsi qu' l'ensemble, ont été adoptés par 13 voix et 2 abstentions.
- Conformément à l'article 78.7 du Règlement, la commission a décidé de ne pas rédiger de rapport.

Prochaine séance : mardi 22 février 2011

Infrastructure

COMMISSION DE L'INFRASTRUCTURE, DES COMMUNICATIONS ET DES ENTREPRISES PUBLIQUES

Président : Mme Maggie De Block

➤ **MARDI 15 FÉVRIER 2011**

1. Ordre des travaux.

- La commission a décidé d'organiser des auditions.

2. Question de M. Jef Van den Bergh au secrétaire d'État à la Mobilité, adjoint au premier ministre, sur "le contrôle technique des véhicules de la police intégrée" (n° 1831).

- Le secrétaire d'État à la Mobilité, adjoint au premier ministre a répondu.

3. Question de M. Peter Logghe au secrétaire d'État à la Mobilité, adjoint au premier ministre, sur "l'accessibilité de la DIV" (n° 1868).

- Le secrétaire d'État à la Mobilité, adjoint au premier ministre a répondu.

4. Question de M. Peter Logghe au secrétaire d'État à la Mobilité, adjoint au premier ministre, sur "l'immatriculation des voitures à hydrogène" (n° 1869).

- Le secrétaire d'État à la Mobilité, adjoint au premier ministre a répondu.

5. Question de M. Bert Wollants au secrétaire d'État à la Mobilité, adjoint au premier ministre, sur "les rotondes turbo" (n° 1903).

- Le secrétaire d'État à la Mobilité, adjoint au premier ministre a répondu.

6. Question de M. Bert Wollants au secrétaire d'État à la Mobilité, adjoint au premier ministre, sur "les expériences pilotes relatives aux éco-combi" (n° 1909).

- Le secrétaire d'État à la Mobilité, adjoint au premier ministre a répondu.

7. Question de M. Bert Wollants au secrétaire d'État à la Mobilité, adjoint au premier ministre, sur "le nouveau code de la route simplifié" (n° 1998).

- Le secrétaire d'État à la Mobilité, adjoint au premier ministre a répondu.

8. Question de Mme Thérèse Snoy et d'Oppuers au secrétaire d'État à la Mobilité, adjoint au premier ministre, sur "les vols d'avion 'sauts de puce'" (n° 2013).

- Le secrétaire d'État à la Mobilité, adjoint au premier ministre a répondu.

9. Questions jointes :

- Question de M. Bert Wollants au secrétaire d'État à la Mobilité, adjoint au premier ministre, sur "le contrôle technique pour les motos" (n° 2044).

- Question de Mme Karin Temmerman au secrétaire d'État à la Mobilité, adjoint au premier ministre, sur "l'instauration éventuelle d'un contrôle technique pour les motos" (n° 2497).

- Question de M. Tanguy Veys au secrétaire d'État à la Mobilité, adjoint au premier ministre, sur "le contrôle technique pour les motos" (n° 2768).

- Le secrétaire d'État à la Mobilité, adjoint au premier ministre a répondu.

10. Question de M. Karel Uyttersprot au secrétaire d'État à la Mobilité, adjoint au premier ministre, sur "l'immatriculation de véhicules à moteur électrique" (n° 2273).

- Le secrétaire d'État à la Mobilité, adjoint au premier ministre a répondu.

11. Question de Mme Maggie De Block au secrétaire d'État à la Mobilité, adjoint au premier ministre, sur "la présentation de l'attestation patronale de non-activité par les chauffeurs de camion" (n° 2371).

- Le secrétaire d'État à la Mobilité, adjoint au premier ministre a répondu.

12. Questions jointes :

- Question de M. Tanguy Veys au secrétaire d'État à la Mobilité, adjoint au premier ministre, sur "l'indépendance du SSICF et de l'organisme d'enquête" (n° 2380).

Question de M. Steven Vandeput au secrétaire d'État à la Mobilité, adjoint au premier ministre, sur "les critiques de la Commission européenne au sujet de l'indépendance de l'autorité de sécurité ferroviaire" (n° 2385).

- Le secrétaire d'État à la Mobilité, adjoint au premier ministre a répondu.

13. Question de M. Bert Wollants au secrétaire d'État à la Mobilité, adjoint au premier ministre, sur "l'utilisation de chiens renifleurs d'explosifs" (n° 2431).

- Le secrétaire d'État à la Mobilité, adjoint au premier ministre a répondu.

14. Question de M. Damien Thiéry au secrétaire d'État à la Mobilité, adjoint au premier ministre, sur "la portion de la ligne 124 (Nivelles-Bruxelles) du RER en région flamande" (n° 2433).

- Le secrétaire d'État à la Mobilité, adjoint au premier ministre a répondu.

15. Question de M. Bert Wollants au secrétaire d'État à la Mobilité, adjoint au premier ministre, sur "la sensibilisation en matière de consommation de carburant" (n° 2525).

- Le secrétaire d'État à la Mobilité, adjoint au premier ministre a répondu.

16. Question de Mme Maggie De Block au secrétaire d'État à la Mobilité, adjoint au premier ministre, sur "le franchissement aérien illégal d'une frontière à des postes-frontières non agréés" (n° 2642).

- Le secrétaire d'État à la Mobilité, adjoint au premier ministre a répondu.

17. Question de M. Steven Vandeput à la ministre de la Fonction publique et des Entreprises publiques sur "la non-participation des petites entreprises de transport de marchandises au système TBL1+" (n° 2646).

- Le secrétaire d'État à la Mobilité, adjoint au premier ministre a répondu.

18. Questions jointes :

- Question de M. David Geerts au secrétaire d'État à la Mobilité, adjoint au premier ministre, sur "la présence de véhicules tout-terrain lourds sur la voie publique" (n° 2653).

- Question de M. Tanguy Veys au secrétaire d'État à la Mobilité, adjoint au premier ministre, sur "l'interdiction des gros véhicules tout terrain" (n° 2769).

- Le secrétaire d'État à la Mobilité, adjoint au premier ministre a répondu.

Prochaine séance : mercredi 23 février 2011.

Finances et Budget

COMMISSION DES FINANCES ET DU BUDGET

Président : Mme Muriel Gerkens

➤ **MARDI 15 FÉVRIER 2011**

Suivi des recommandations de la commission d'enquête parlementaire sur les grands dossiers de fraude fiscale :

Ordre des travaux - relevé des propositions de loi déjà déposées.

➤ **MERCREDI 16 FÉVRIER 2011**

1. Ordre des travaux .

2. Propositions de loi jointes :

- Proposition de loi (Georges Gilkinet, Stefaan Van Hecke, Meyrem Almaci, Muriel Gerkens, Olivier Deleuze, Wouter De Vriendt, Zoé Genot, Juliette Boulet, Ronny Balcaen, Eva Brems) visant à supprimer le secret bancaire, n° 95/1.

- Proposition de loi (Dirk Van der Maelen, Alain Mathot, Guy Coëme, Olivier Henry, Christiane Vienne) modifiant certaines dispositions du Code des impôts sur les revenus 1992 relatives à la levée du secret bancaire, n° 130/1.

- Proposition de loi (Christian Brotcorne, Josy Arens, Joseph George) modifiant les articles 322 et 374 du Code des impôts sur les revenus 1992 et insérant un article 333/1 afin d'assouplir les conditions permettant la levée du secret bancaire en matière d'impôts sur les revenus, n°s 665/1 et 2.

- Proposition de loi (Philippe Goffin et consorts) modifiant le Code d'Instruction criminelle en ce qui concerne le règlement transactionnel et de la déclaration libératoire et visant à introduire une procédure d'enquête en banque en matière d'impôts directs en insérant dans le Code des impôts sur les revenus 1992 les articles 322bis et 338ter, n° 1185/1.

- Proposition de loi (Raf Terwingen et Servais Verherstraeten) modifiant le Code des impôts sur les revenus 1992 en vue de lever le secret bancaire dans le cadre d'une lutte efficace contre la fraude, n° 1189/1.

(Continuation). (Rapporteur : Mme Veerle Wouters).

- Exposé introductif des auteurs des propositions de loi n°s 1185 et 1189.

- La discussion générale a été entamée.

- Ont pris la parole : M. Van der Maelen, Mmes Rutten, Vienne et Almaci, MM. Gilkinet et Terwingen, ainsi que M. Clerfayt, secrétaire d'État à la Modernisation du Service public fédéral Finances, à la Fiscalité environnementale et à la Lutte contre la fraude fiscale, adjoint au ministre des Finances.

3. Proposition de loi (Jan Jambon, Veerle Wouters, Peter Luykx, Sarah Smeyers, Jef Van den Bergh, Herman De Croo) modifiant le Code des impôts sur les revenus 1992 en ce qui concerne la dispense de versement du précompte professionnel retenu sur les rémunérations des sportifs, n°s 713/1 à 4. (Continuation). (Rapporteur : M. Dirk Van der Maelen).

Avis de la Cour des comptes.

Audition de :

- M. Ivan De Witte, Président de la Pro league;

- M. Ludwig Sneyers, Directeur général de la Pro league;

- M. Niels Van Brantegem, expert financier de la Pro league;

- M. François De Keersmaecker, Président de l'Union royale belge des sociétés de football-association (URBSFA);

- M. Frank Smets, Président de la Ligue de Volley;

- M. Patrick Wijns, Président de la Ligue Professionnelle de Basket ;

- M. Wim Van de Keere, general manager de la Ligue Professionnelle de Basket.

- Exposé introductif de MM. De Witte et De Keersmaecker.

- Sont intervenus : MM. Van der Maelen, Coëme, Gilkinet, Jambon, Goffin, De Croo, Van den Bergh et de Mme Gerkens.

- Le secrétaire d'État à la Modernisation du Service public fédéral Finances, à la Fiscalité environnementale et à la Lutte contre la fraude fiscale, adjoint au ministre des Finances, est également intervenu.

- La discussion sera poursuivie la semaine prochaine et clôturée par un vote.

4. Question de M. Bert Wollants au vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles sur "la contribution du secteur de l'énergie nucléaire" (n° 2340).

- Le secrétaire d'État à la Modernisation du Service public fédéral Finances, à la Fiscalité environnementale et à la Lutte contre la fraude fiscale, adjoint au ministre des Finances, a répondu.

5. Question de M. Peter Logghe au vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles sur “un système de détection de fraude auprès des compagnies d'assurance” (n° 2437).

- Le secrétaire d'État à la Modernisation du Service public fédéral Finances, à la Fiscalité environnementale et à la Lutte contre la fraude fiscale, adjoint au ministre des Finances, a répondu.

6. Question de M. Bert Wollants au vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles sur “la réduction sur la facture des filtres à particules” (n° 2454).

- Le secrétaire d'État à la Modernisation du Service public fédéral Finances, à la Fiscalité environnementale et à la Lutte contre la fraude fiscale, adjoint au ministre des Finances, a répondu.

7. Question de Mme Veerle Wouters au vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles sur “les frais de gestion des comptes dormants” (n° 2475).

- Le secrétaire d'État à la Modernisation du Service public fédéral Finances, à la Fiscalité environnementale et à la Lutte contre la fraude fiscale, adjoint au ministre des Finances, a répondu.

8. Question de M. Josy Arens au vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles sur “l'influence de l'arrêt du 27 janvier 2011 de la Cour constitutionnelle sur les douanes” (n° 2515).

- Le secrétaire d'État à la Modernisation du Service public fédéral Finances, à la Fiscalité environnementale et à la Lutte contre la fraude fiscale, adjoint au ministre des Finances, a répondu.

9. Question de M. Olivier Henry au vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles sur “la communication récente de la CBFA sur un “ensemble de bonnes pratiques”” (n° 2706).

- Le secrétaire d'État à la Modernisation du Service public fédéral Finances, à la Fiscalité environnementale et à la Lutte contre la fraude fiscale, adjoint au ministre des Finances, a répondu.

10. Question de M. Theo Francken au vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles sur “les bâtiments de la Donation royale” (n° 2719).

- Le secrétaire d'État à la Modernisation du Service public fédéral Finances, à la Fiscalité environnementale et à la Lutte contre la fraude fiscale, adjoint au ministre des Finances, a répondu.

Prochaine séance : mercredi 23 février 2011.

Relations extérieures

COMMISSION DES RELATIONS EXTÉRIEURES

Président : M. François-Xavier de Donnea

➤ **MARDI 15 FÉVRIER 2011**

1. Proposition de résolution (André Flahaut et François-Xavier de Donnea) relative à la création d'un organe interparlementaire d'accompagnement et d'avis pour la Politique étrangère et de sécurité commune et la Politique de sécurité et de défense commune, n° 1196/1.

- Rapporteur : M. Herman De Croo.
- Des amendements ont été déposés par M. François-Xavier de Donnea et Mme Eva Brems.
- La discussion a eu lieu.
- La proposition a été amendée et adoptée à l'unanimité

2. Proposition de résolution (Dirk Van der Maelen, Eva Brems, François-Xavier de Donnea, Ingeborg De Meulmeester, Els Demol, Patrick Dewael, Stefaan Vercamer, Bruno Tuybens) relative aux évolutions en Afrique du Nord et au Moyen-Orient, n° 1194/1.

- Rapporteur : Mme Ingeborg De Meulemeester.
- Des amendements ont été déposés par M. Dirk Van der Maelen, Mme Eva Brems, M. Patrick Moriau et Mme Christiane Vienne et Mme Gwendolyn Rutten.
- La discussion a eu lieu.
- La proposition a été amendée et adoptée à l'unanimité.

3. Projet de loi portant assentiment au Protocole, fait à Bruxelles le 23 juin 2010, modifiant le Protocole sur les dispositions transitoires, annexé au Traité sur l'Union européenne, au Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne et au Traité instituant la Communauté européenne de l'Energie atomique – Transmis par le Sénat, n° 903/1.

- Discussion sans rapport.
- Le projet de loi a été adopté à l'unanimité.

4. Proposition de résolution (Yvan Mayeur, Thierry Giet, Dirk Van der Maelen, Herman De Croo, Daniel Bacquelaire, Stefaan Vercamer, Catherine Fonck, Juliette Boulet, Wouter De Vriendt, Peter Luykx) relative à la libération du journaliste belge, Serge Dumont, enlevé en Egypte, n° 1166/1.

- Rapporteur : Mme Christiane Vienne.
- Des amendements ont été déposés par M. Philippe Blanchart.
- La discussion a eu lieu.
- La proposition a été amendée et adoptée à l'unanimité.

5. Proposition de résolution (Alexandra Colen, Peter Logghe, Bert Schoofs) relative à la suppression de l'Ordre de Léopold, de l'Ordre de la Couronne et de l'Ordre de Léopold II, n° 426/1.

- Rapporteur : Mme Corinne De Permentier.
- La discussion a eu lieu.
- La proposition a été rejetée par 8 voix contre 1 et 3 abstentions.

6. Proposition de résolution (Rita De Bont, Alexandra Colen, Bruno Valkeniers, Peter Logghe, Bert Schoofs) visant à soulever la problématique des “plaasmoorde”- assassinats systématiques de fermiers blancs et de leur famille - en Afrique du Sud, auprès du gouvernement sud-africain, du Conseil européen des ministres des Affaires étrangères et au sein des institutions internationales dont la Belgique fait partie, n° 541/1.

- Rapporteur : Mme Daphné Dumery.
- La discussion a eu lieu.
- La proposition a été rejetée par 9 voix contre 1.

7. Proposition de résolution (Gerolf Annemans, Bert Schoofs, Alexandra Colen, Peter Logghe) relative au maintien de l'embargo sur les armes décrété par l'Union européenne à l'encontre de la République populaire de Chine, n° 543/1.

- Rapporteur : Mme Ingeborg De Meulemeester.
- La discussion a eu lieu.
- La proposition a été rejetée par 7 voix contre 4 et 1 abstention.

8. Proposition de résolution (Gerolf Annemans, Bert Schoofs, Alexandra Colen, Peter Logghe) visant à instituer une enquête internationale sur l'existence présumée de camps d'extermination et de trafics d'organes humains en République Populaire de Chine, n° 545/1.

- Rapporteur : Mme Daphné Dumery.
- La discussion a eu lieu.
- La proposition a été rejetée par 11 voix contre 1.

9. Proposition de résolution (Olivier Maingain, Corinne De Permentier, Damien Thiéry, Denis Ducarme) visant à lutter contre les mutilations génitales féminines, n°s 412/1 et 2.

- Rapporteur : M. Philippe Blanchart.
- La discussion a eu lieu.
- Un amendement a été déposé par Mme Eva Brems.
- La proposition a été adoptée à l'unanimité.

10. Proposition de résolution (Alexandra Colen, Peter Logghe, Bert Schoofs, Filip De Man) relative à la dénonciation des accords bilatéraux de main-d'oeuvre conclus avec le Maroc, la Turquie, la Tunisie, l'Algérie et la Yougoslavie, n° 698/1.

- Rapporteur : Mme Daphné Dumery.
- La discussion a eu lieu.
- Des amendements ont été déposés par Mme Daphné Dumery et M. Theo Francken.
- La proposition a été rejetée par 6 voix contre 1 et 4 abstentions.

11. Proposition de résolution (Alexandra Colen, Peter Logghe, Bert Schoofs) relative à la candidature de la Turquie à l'adhésion à l'Union européenne, n° 699/1.

- Rapporteur : Mme Daphné Dumery.
- La discussion a eu lieu.
- La proposition a été rejetée par 6 voix contre 4.

12. Proposition de résolution (Alexandra Colen, Peter Logghe, Bert Schoofs) relative à la reconnaissance en tant que génocide du "Holodomor" ou famine organisée dont fut victime la population ukrainienne en URSS, n° 700/1.

- Rapporteur: Mme Daphné Dumery.
- La discussion a eu lieu.
- La proposition a été rejetée par 6 voix contre 1 et 3 abstentions.

13. Proposition de résolution (Corinne De Permentier, Maya Detiège, Meyrem Almaci, Gwendolyn Rutten, Karin Temmerman, Patrick Dewael, Mathias De Clercq, Herman De Croo, Patrick Moriau, Bruno Tuybens) pour la dépénalisation de l'homosexualité dans le monde, n°s 364/1 à 3.

- Rapporteur : Mme Christiane Vienne.
- La discussion a eu lieu.
- La proposition de résolution a été adoptée à l'unanimité.

Prochaine séance : mercredi 23 février 2011.

Economie

COMMISSION DE L'ÉCONOMIE, DE LA POLITIQUE SCIENTIFIQUE, DE L'ÉDUCATION, DES INSTITUTIONS SCIENTIFIQUES ET CULTURELLES NATIONALES, DES CLASSES MOYENNES ET DE L'AGRICULTURE

Président : Mme Liesbeth Van der Auwera

➤ **MARDI 15 FÉVRIER 2011**

Propositions de loi jointes :

- Proposition de loi (Peter Luyckx, Jan Jambon, Karel Uyttensprot, Bert Wollants, Flor Van Noppen) réformant l'Ordre des Architectes, n° 864/1.
- Proposition de loi (Hendrik Bogaert, Liesbeth Van der Auwera) réformant l'Ordre des Architectes, n° 86/1.
- Proposition de loi (Peter Logghe, Bruno Valkeniers, Barbara Pas, Hagen Goyvaerts) modifiant la loi du 26 juin 1963 créant un Ordre des architectes en ce qui concerne la création d'un Ordre des architectes francophones et germanophones et d'un Ordre des architectes flamands, n° 892/1.

Auditions de :

- M. Philip Adam, secrétaire du "Vlaamse Raad" de l'Ordre des Architectes;
- M. Michel De Keyser, président du Conseil national de l'Ordre des Architectes;
- M. Luc Deleuze, président de la Fédération des Architectes de Belgique;
- M. Jean Thiry, président du Conseil francophone et germanophone de l'Ordre des Architectes;
- M. Luc Vaes, président du "Vlaamse Raad" de l'Ordre des Architectes;
- M. Bernard Vauterin, président du "Vlaamse Raad fv" de l'Ordre des Architectes;
- M. Danny Windmolders, président du "Vlaamse Architectenorganisatie".

- Rapporteur : Mme Ann Vanheste.
- Les invités ont fait un exposé et ont ensuite répondu aux questions de MM. Luyckx, Jambon, Logghe, George et Mmes Jadin, Lalieux et Vanheste.

Prochaine séance : mardi 22 février 2011.

Santé publique

COMMISSION DE LA SANTÉ PUBLIQUE, DE L'ENVIRONNEMENT ET DU RENOUVEAU DE LA SOCIÉTÉ

Président : M. Hans Bonte

➤ **MERCREDI 16 FÉVRIER 2011**

1. Question de Mme Zoé Genot au secrétaire d'État à l'Intégration sociale et à la Lutte contre la pauvreté, adjoint à la ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, sur "les effets pour les CPAS de la catégorisation des chômeurs" (n° 2156).

- Le secrétaire d'État à l'Intégration sociale et à la Lutte contre la pauvreté, adjoint à la ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale a répondu.

2. Question de Mme Zoé Genot au secrétaire d'État à l'Intégration sociale et à la Lutte contre la pauvreté, adjoint à la ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, sur "l'utilisation par les CPAS de la subvention fédérale spécifique concernant les enfants défavorisés dans le contexte des activités scolaires payantes" (n° 2185).

- Le secrétaire d'État à l'Intégration sociale et à la Lutte contre la pauvreté, adjoint à la ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale a répondu.

3. Question de Mme Sonja Becq au secrétaire d'État à l'Intégration sociale et à la Lutte contre la pauvreté, adjoint à la ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, sur "la mise à disposition par les CPAS de places d'accueil supplémentaires pour des réfugiés" (n° 2349).

- Le secrétaire d'État à l'Intégration sociale et à la Lutte contre la pauvreté, adjoint à la ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale a répondu.

4. Questions jointes :

- Question de M. Theo Francken au secrétaire d'État à l'Intégration sociale et à la Lutte contre la pauvreté, adjoint à la ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, sur "les plans de retour volontaires annoncés par son collègue, M. Wathelet" (n° 2446).

- Question de Mme Zoé Genot au secrétaire d'État à l'Intégration sociale et à la Lutte contre la pauvreté, adjoint à la ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, sur "les centres ouverts de retour" (n° 2562).

- Le secrétaire d'État à l'Intégration sociale et à la Lutte contre la pauvreté, adjoint à la ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale a répondu.

5. Question de M. Theo Francken au secrétaire d'État à l'Intégration sociale et à la Lutte contre la pauvreté, adjoint à la ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, sur "l'évaluation critique de la politique par Fedasil" (n° 2447).

- Le secrétaire d'État à l'Intégration sociale et à la Lutte contre la pauvreté, adjoint à la ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale a répondu.

6. Question de M. Wouter De Vriendt au secrétaire d'État à l'Intégration sociale et à la Lutte contre la pauvreté, adjoint à la ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, sur "les résultats d'une enquête sur le revenu d'intégration" (n° 2511).

- Le secrétaire d'État à l'Intégration sociale et à la Lutte contre la pauvreté, adjoint à la ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale a répondu.

7. Question de Mme Rita De Bont au secrétaire d'État à l'Intégration sociale et à la Lutte contre la pauvreté, adjoint à la ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, sur "la situation en ce qui concerne l'accueil des demandeurs d'asile" (n° 2548).

- Le secrétaire d'État à l'Intégration sociale et à la Lutte contre la pauvreté, adjoint à la ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale a répondu.

8. Question de Mme Sarah Smeyers au secrétaire d'État à l'Intégration sociale et à la Lutte contre la pauvreté, adjoint à la ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, sur "les dépenses pour frais médicaux dans les centres d'accueil" (n° 2600).

- Le secrétaire d'État à l'Intégration sociale et à la Lutte contre la pauvreté, adjoint à la ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale a répondu.

9. Questions jointes :

- Question de Mme Carina Van Cauter à la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, sur "l'octroi d'une aide matérielle aux demandeurs d'asile qui ont un revenu professionnel" (n° 2604).

- Question de Mme Nahima Lanjri au secrétaire d'État à l'Intégration sociale et à la Lutte contre la pauvreté, adjoint à la ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, sur "la répétition de l'aide matérielle octroyée aux demandeurs d'asile bénéficiant de revenus professionnels liés à une activité de travailleur salarié" (n° 2636).

- Le secrétaire d'État à l'Intégration sociale et à la Lutte contre la pauvreté, adjoint à la ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale a répondu.

10. Question de Mme Sarah Smeyers au secrétaire d'État à l'Intégration sociale et à la Lutte contre la pauvreté, adjoint à la ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, sur "la concertation avec les communes luxembourgeoises concernant l'ouverture de centres d'asile" (n° 2614).

- Le secrétaire d'État à l'Intégration sociale et à la Lutte contre la pauvreté, adjoint à la ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale a répondu.

11. Question de Mme Nahima Lanjri au secrétaire d'État à l'Intégration sociale et à la Lutte contre la pauvreté, adjoint à la ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, sur "la reconnaissance de nouvelles initiatives d'accueil des demandeurs d'asile" (n° 2637).

- Le secrétaire d'État à l'Intégration sociale et à la Lutte contre la pauvreté, adjoint à la ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale a répondu.

12. Question de M. Hans Bonte au secrétaire d'État à l'Intégration sociale et à la Lutte contre la pauvreté, adjoint à la ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, sur "les chiffres les plus récents du baromètre interfédéral de la pauvreté" (n° 2673).

- Le secrétaire d'État à l'Intégration sociale et à la Lutte contre la pauvreté, adjoint à la ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale a répondu.

13. Proposition de loi (Thierry Giet, Nahima Lanjri, Catherine Fonck, Özlem Özen, Rachid Madrane, Valérie Déom, Yvan Mayeur) modifiant, en ce qui concerne les astreintes, la loi du 12 janvier 2007 sur l'accueil des demandeurs d'asil et de certaines autres catégories d'étrangers, n°s 755/1 à 3. (Continuation). (Rapporteur : M. Franco Seminara).

Amendements de Mme Smeyers et Genot et consorts.

- Co-rapporteur : Mme Karin Temmerman.

- La discussion a été poursuivie.

- Des amendements ont été déposés par Mme Sarah Smeyers et consorts, Mme Nahima Lanjri et M. Thierry Giet.

- L'avis du service juridique de la Chambre sera demandé.

14. Question de Mme Thérèse Snoy et d'Oppuers à la ministre des PME, des Indépendants, de l'Agriculture et de la Politique scientifique sur "le moratoire de cinq ans sur les clones proposé par la Commission européenne" (n° 2026).

- La vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale a répondu.

15. Question de Mme Colette Burgeon à la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, sur "la médiation dans le secteur des soins de santé" (n° 2314).

- La vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale a répondu.

16. Question de Mme Kattrin Jadin à la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, sur "la vente libre de la pilule du lendemain" (n° 2477).

- La vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale a répondu.

17. Question de Mme Marie-Claire Lambert à la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, sur "la mention obligatoire de l'indication thérapeutique sur l'ordonnance" (n° 2624).

- La vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale a répondu.

18. Questions jointes :

- Question de Mme Annick Ponthier à la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, sur "les problèmes linguistiques dans les hôpitaux bruxellois" (n° 2645).

- Question de Mme Muriel Gerkens à la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, sur "les médecins et les dentistes étrangers prestant en Belgique" (n° 2677).

- La vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale a répondu.

19. Questions jointes :

- Question de Mme Muriel Gerkens à la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, sur "le suicide des personnes âgées" (n° 2676).

- Question de Mme Nathalie Muylle à la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, sur "le titre professionnel d'infirmier(ère) gériatrique" (n° 2759).

- La vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale a répondu.

20. Question de Mme Reinilde Van Moer à la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, sur "l'évaluation d'eHealth" (n° 2681).

- La vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale a répondu.

21. Question de Mme Karin Temmerman à la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, sur "le centre de psychiatrie légale à Gand" (n° 2697).

- La vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale a répondu.

22. Question de Mme Colette Burgeon à la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, sur "les 'bébés-médicaments'" (n° 2699).

- La vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale a répondu.

23. Question de M. Manu Beuselinck à la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, sur "les réseaux de soutien psychosocial" (n° 2700).

- La vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale a répondu.

24. Question de Mme Zoé Genot à la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, sur "les sapiteurs psychiatres de l'Office médico-légal" (n° 2739).

- La vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale a répondu.

25. Question de M. Georges Gilkinet à la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, sur "la mise en oeuvre d'une enquête épidémiologique autour des sites nucléaires belges" (n° 2746).

- La vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale a répondu.

26. Question de M. Manu Beuselinck à la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, sur "une prime informatique pour le personnel infirmier" (n° 2758).

- La vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale a répondu.

27. Questions jointes :

- Question de Mme Nathalie Muylle à la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, sur "l'enregistrement en tant qu'aide-soignant(e)" (n° 2760).

- Question de M. Manu Beuselinck à la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, sur "la confusion régnant à propos de l'enregistrement des aides-soignant(e)s" (n° 2776).

- La vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale a répondu.

28. Question de Mme Rita De Bont à la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, sur "le nombre élevé de médecins roumains exerçant leur profession en Belgique" (n° 2805).

- La vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale a répondu.

29. Question de M. Damien Thiéry à la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, sur "l'utilisation dite 'off-label' de médicaments" (n° 2807).

- La vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale a répondu.

30. Question de M. Damien Thiéry à la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, sur "le refus parental de vaccination" (n° 2808).

- La vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale a répondu.

31. Question de M. Damien Thiéry à la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, sur "la spirométrie dans la pratique" (n° 2809).

- La vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale a répondu.

32. Question de M. Damien Thiéry à la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, sur "l'appel à la vigilance lancé par la Société Royale Belge de Chirurgie Plastique, Reconstructrice et Esthétique (SRBCP) en matière de prothèses mammaires" (n° 2810).

- La vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale a répondu.

33. Question de M. Damien Thiéry à la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, sur "la plate-forme d'informations sur les cancers" (n° 2811).

- La vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale a répondu.

Prochaine séance : mardi 22 février 2011.

Intérieur

COMMISSION DE L'INTÉRIEUR, DES AFFAIRES GÉNÉRALES ET DE LA FONCTION PUBLIQUE

Président : M. Ben Weyts

➤ **MERCREDI 16 FÉVRIER 2011**

1. Question de Mme Annick Ponthier à la ministre de l'Intérieur sur "les conseils de la Commission de contrôle linguistique" (n° 2468).

La ministre de l'Intérieur a répondu.

2. Question de M. Stefaan Van Hecke à la ministre de l'Intérieur sur "un problème de compétences lors des contrôles réalisés par la STIB" (n° 2554).

- La ministre de l'Intérieur a répondu.

3. Question de M. Rachid Madrane à la ministre de l'Intérieur sur "l'accès aux données personnelles des passagers aériens pour les polices européennes" (n° 2618).

- La ministre de l'Intérieur a répondu.

4. Question de M. Ben Weyts à la ministre de l'Intérieur sur "le centre national de lutte contre la cybercriminalité" (n° 2658).

- La ministre de l'Intérieur a répondu.

5. Question de Mme Annick Ponthier à la ministre de l'Intérieur sur "les problèmes linguistiques dans les hôpitaux bruxellois" (n° 2664).

- La ministre de l'Intérieur a répondu.

6. Question de Mme Katrin Jadin à la ministre de l'Intérieur sur "la traduction des dispositions juridiques en langue allemande" (n° 2684).

- La ministre de l'Intérieur a répondu.

7. Questions jointes :

- Question de Mme Annick Ponthier à la ministre de l'Intérieur sur "la fermeture du poste avancé de la protection civile au Limbourg" (n° 2713).

Question de M. Jan Van Esbroeck à la ministre de l'Intérieur sur "la protection civile dans le Limbourg" (n° 2783).

- La ministre de l'Intérieur a répondu.

8. Question de M. Theo Francken à la ministre de l'Intérieur sur "le matériel et le personnel du SPF Intérieur mis à disposition de la famille royale" (n° 2720).

- La ministre de l'Intérieur a répondu.

9. Questions jointes :

- Question de Mme Katrin Jadin à la ministre de l'Intérieur sur "les plans stratégiques de sécurité et de prévention pour les communes" (n° 2729).

- Question de M. Philippe Blanchart à la ministre de l'Intérieur sur "la prolongation des contrats de sécurité et de prévention" (n° 2782).

- La ministre de l'Intérieur a répondu.

10. Question de M. Ben Weyts à la ministre de l'Intérieur sur "la répression des incivilités commises par des jeunes à Ixelles" (n° 2747).

- La ministre de l'Intérieur a répondu.

11. Question de M. Éric Thiébaud à la ministre de l'Intérieur sur "les rapports d'évaluation des policiers" (n° 2757).

- La ministre de l'Intérieur a répondu.

12. Question de M. Jan Van Esbroeck à la ministre de l'Intérieur sur "la notoriété du numéro d'urgence 112" (n° 2772).

- La ministre de l'Intérieur a répondu.

13. Question de M. Kristof Calvo à la ministre de l'Intérieur sur "l'adjudication de marché relative à l'évaluation de l'incident survenu à l'IRE" (n° 2795).

- La ministre de l'Intérieur a répondu.

14. Question de M. Kristof Calvo à la ministre de l'Intérieur sur "la convention conclue entre l'AFCN et le CEN à propos de MYRRHA" (n° 2796).

- La ministre de l'Intérieur a répondu.

15. Question de M. Rachid Madrane à la ministre de l'Intérieur sur "l'insécurité au sein de la STIB" (n° 2818).

- La ministre de l'Intérieur a répondu.

16. Question de M. Georges Gilkinet à la ministre de l'Intérieur sur "la grève du central 100 à Namur" (n° 2819).

- La ministre de l'Intérieur a répondu.

Prochaine séance : mardi 22 février 2011.

Défense nationale

COMMISSION DE LA DÉFENSE NATIONALE

Président : M. Filip De Man

➤ **MERCREDI 16 FÉVRIER 2011**

1. Question de Mme Annick Ponthier au ministre de la Défense sur "la situation en Côte d'Ivoire" (n° 2469).

- Le ministre de la Défense a répondu.

2. Question de M. Anthony Dufrane au ministre de la Défense sur "le Team Info Sida de l'armée" (n° 2485).

- Le ministre de la Défense a répondu.

3. Question de M. Anthony Dufrane au ministre de la Défense sur "le transfert des C-130 belges à l'EATC" (n° 2490).

- Le ministre de la Défense a répondu.

4. Question de M. Anthony Dufrane au ministre de la Défense sur "la rencontre entre le CHOD et des parlementaires" (n° 2672).

- Le ministre de la Défense a répondu.

5. Question de M. Christian Brotcorne au ministre de la Défense sur "le sort des infrastructures militaires désaffectées" (n° 2670).

- Le ministre de la Défense a répondu.

6. Question de M. Filip De Man au ministre de la Défense sur “les règles d’engagement lors de la mission de la frégate Louise-Marie” (n° 2671).

- Le ministre de la Défense a répondu.

7. Question de M. Theo Francken au ministre de la Défense sur “le coût du Club Prince Albert et du club Reine Elisabeth” (n° 2721).

- Le ministre de la Défense a répondu.

8. Question de M. David Geerts au ministre de la Défense sur “la déclaration en douane” (n° 2740).

- Le ministre de la Défense a répondu.

9. Question de M. David Geerts au ministre de la Défense sur “l’outsourcing de première ligne à la Défense” (n° 2741).

- Le ministre de la Défense a répondu

10. Questions jointes :

- Question de M. David Geerts au ministre de la Défense sur “les règlements militaires relatifs aux soins médicaux et les incompatibilités avec la législation en vigueur en la matière” (n° 2742).

- Question de M. Anthony Dufrane au ministre de la Défense sur “les déclarations du médecin colonel Lemmens relatives à la santé et à la sécurité des militaires” (n° 2755).

- Question de Mme Catherine Fonck au ministre de la Défense sur “la législation médico-militaire” (n° 2790).

- Le ministre de la Défense a répondu.

11. Question de M. Theo Francken au ministre de la Défense sur “les marchés publics pluriannuels pour l’exploitation et l’entretien des installations techniques de divers quartiers de la Défense” (n° 2784).

- Le ministre de la Défense a répondu.

12. Questions jointes :

- Question de M. Denis Ducarme au ministre de la Défense sur “les déclarations de la N-VA dans les médias flamands relatifs à l’achat de chars d’occasion aux Pays-Bas” (n° 2804).

- Question de Mme Karolien Grosemans au ministre de la Défense sur “des négociations avec les Pays-Bas et le Luxembourg” (n° 2814).

- Le ministre de la Défense a répondu.

Groupe de travail “Équilibre linguistique à l’armée”

GROUPE DE TRAVAIL CHARGÉ DE L’EXAMEN DE L’ÉQUILIBRE LINGUISTIQUE À L’ARMÉE

Président : M. Bert Maertens

➤ **MERCREDI 16 FÉVRIER 2011**

Audition avec :

- le général-major Claude Vandevoorde, commandant composante Air;
- le colonel Bernard Flamang, chef de l’état-major composante Air;
- le colonel Luc Gennart, commandant Aviation Safety Directorate;
- le colonel Michel Colles, commandant 2ème Wing tactique;
- le colonel Frederik Vansina, commandant 10ème Wing tactique;
- le général de brigade Patrice Laurent, deputy director European Air Group.

- Les orateurs ont donné un exposé introductif et ont ensuite répondu aux questions de MM. Kindermans, Bastin, De Man, Moriau, Dewael, De Vriendt, Ducarme, Geerts et Maertens.

Prochaine séance : mercredi 23 février 2011.